



Banque de la République
du Burundi

RAPPORT DU COMITE DE
POLITIQUE MONETAIRE

Premier trimestre 2019



TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES	3
RESUME ANALYTIQUE.....	4
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	6
1.1. Croissance du PIB mondial.....	6
1.2. Commerce mondial	8
1.3. Prix des matières premières et inflation	8
1.4. Politique monétaire dans les pays développés.....	9
1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA.....	10
2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI	12
2.1. Production et prix.....	12
2.2. Secteur extérieur	14
2.2.1. Balance des paiements	14
2.2.2. Commerce extérieur.....	15
2.3. Finances et dette publiques.....	17
2.4. Secteur monétaire.....	19
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts.....	19
2.4.2. Base monétaire	21
2.4.3. Masse monétaire et contreparties	22
2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire.....	24
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière.....	24
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire	25
2.5.2. Qualité du portefeuille crédit	26
2.5.3. Adéquation du capital	29
2.5.4. Rentabilité du secteur bancaire.....	30
3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE	31

LISTE DES ACRONYMES

AFSS	: Afrique Sub-saharienne
AEN	: Avoirs Extérieurs Nets
AIN	: Avoirs Intérieurs Nets
BCE	: Banque Centrale Européenne
BIF	: Franc Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CAE	: Communauté d’Afrique de l’Est Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
IPC	: Indice des Prix à la Consommation
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d’Etudes Economiques du Burundi
KES	: Shilling Kenyan
M2, M3	: Masse Monétaire au sens large
MBIF	: Millions de Francs Burundi
Mds	: Milliards
MFBCDE	: Ministère des Finances, du Budget et de la Coopération au Développement Economique
MUSD	: Millions de dollars américains
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economiques
PIB	: Produit Intérieur Brut
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution des Eaux et d’Electricité
RWF	: Franc Rwandais
T	: Tonne
TZS	: Shilling Tanzanien
UGX	: Shilling Ougandais
USD	: Dollar Américain

RESUME ANALYTIQUE

Par rapport à la même période de l'année précédente, l'activité économique de l'ensemble des pays de l'OCDE a ralenti au premier trimestre 2019 (1,9 contre 2,6%). Ce ralentissement est principalement lié aux tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine qui ont affecté le volume du commerce mondial. L'inflation a globalement baissé dans l'ensemble des pays de l'OCDE suite à la baisse des prix des produits pétroliers et d'autres produits non énergétiques.

Selon les prévisions du FMI d'avril 2019, la croissance économique mondiale pourrait décélérer en 2019 (3,3 contre 3,6%), suite notamment aux effets négatifs du relèvement des droits de douane sur les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et la Chine.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique pourrait légèrement s'améliorer en 2019 (3,5 contre 3,0%). Les grandes économies, notamment le Nigeria (2,1 contre 1,9%) et l'Afrique du Sud (1,2 contre 0,8%) resteraient marquées par de faibles taux de croissance économique. Toutefois, les pays pauvres en ressources naturelles enregistreraient une forte croissance dont le taux est projeté à 6,0% en moyenne.

Dans la Communauté Est Africaine, les prévisions du FMI d'avril 2019 montrent que l'activité économique pourrait décélérer en 2019 (5,3 contre 6,3%) mais resterait supérieure à la moyenne de l'Afrique Subsaharienne. Cette croissance serait principalement tirée par les investissements en infrastructures publiques, les bonnes productions agricoles et l'essor du secteur des services.

Au niveau de la conjoncture économique du Burundi, les principales productions vivrières et celles d'exportation se sont accrues au premier trimestre 2019 par rapport au même trimestre de 2018. Par contre, la production industrielle a fléchi au cours de cette période. Au niveau des prix à la consommation, le Burundi continue à connaître la déflation au cours du premier trimestre 2019 (-3,6 contre -7,1%), suite à la forte baisse des prix des produits alimentaires.

Le taux de croissance économique pourrait atteindre 4,1% en 2019 contre 3,8% en 2018, en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs primaire et secondaire. En moyenne annuelle, l'inflation resterait faible (3,5 contre -2,6% en 2018).

La balance des paiements du premier trimestre 2019 s'est soldée par une augmentation du besoin de financement (compte courant et compte de capital), résultant principalement de la hausse du déficit des biens et des services.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire s'est aggravé, en liaison avec l'augmentation relativement plus importante des dépenses par rapport aux recettes. Ce déficit a été principalement financé par l'endettement intérieur.

La base monétaire s'est accrue de 7,5% d'un trimestre à l'autre et de 17,0% en glissement annuel, en liaison principalement avec l'augmentation des avoirs intérieurs nets. La masse monétaire s'est accrue de 4,9% en glissement trimestriel et de 19,9% en glissement annuel, suite à l'augmentation des avoirs intérieurs nets. Les réserves officielles de change ont diminué de 20,1% et couvrent 0,7 mois d'importations de biens et services.

Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé, solvable et rentable et toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées. Tous les principaux indicateurs de solidité financière de ce secteur se sont améliorés.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance du PIB mondial

Comparée à la même période de l'année précédente, l'activité économique dans l'ensemble des pays de l'OCDE a ralenti au premier trimestre 2019 (1,9 contre 2,6%), suite à la persistance des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine qui ont eu un impact négatif sur le volume du commerce mondial. Toutefois, elle s'est accélérée par rapport au trimestre précédent (0,6 contre 0,3%).

Tableau 1: Croissance du PIB des principaux pays avancés et émergents (en %)

	Glissement trimestriel		Glissement annuel	
	T4-2018	T1-2019	T1-2018	T1-2019
États-Unis	0,5	0,8	2,6	3,2
Japon	0,4	0,5	1,3	0,8
Royaume uni	0,2	0,5	1,2	1,8
Zone euro	0,2	0,4	2,4	1,2
OCDE - Total	0,3	0,6	2,6	1,9
Chine	1,5	1,4	6,8	6,4
Inde	1,6	1,4	7,8	6,0

Source: OCDE, principaux indicateurs économiques, Mai 2019

Aux Etats-Unis, la croissance du PIB s'est accélérée d'un trimestre à l'autre (0,8 contre 0,5%) et en glissement annuel (3,2 contre 2,6%). Au Japon, l'activité économique a légèrement rebondi d'un trimestre à l'autre (0,5 contre 0,4%) mais a ralenti d'une année à l'autre (0,8 contre 1,3%).

Dans la Zone euro, la croissance s'est affermie en glissement trimestriel (0,4 contre 0,2%) tandis qu'elle a décéléré en glissement annuel (1,2 contre 2,4%). Au Royaume-Uni, la croissance s'est améliorée (0,5 contre 0,2%) d'un trimestre à l'autre et en glissement annuel (1,8 contre 1,2%).

Dans les principaux pays émergents d'Asie, la croissance économique a légèrement ralenti d'un trimestre à l'autre en Chine (1,4 contre 1,5%) et en Inde (1,4 contre 1,6%). En glissement annuel l'activité économique a également décéléré aussi bien en Chine (6,4 contre 6,8%) qu'en Inde (6,0 contre 7,8%).

Selon les prévisions du FMI¹, la croissance mondiale s'établirait à 3,3% en 2019, contre 3,6% en 2018, suite notamment aux tensions commerciales entre les Etats-Unis et ses principaux partenaires commerciaux et au durcissement progressif des conditions financières mondiales.

Tableau 2: Croissance économique mondiale (en %)

	2017	2018	2019(p)
PIB mondial	3,8	3,6	3,3
Pays avancés	2,4	2,2	1,8
Etats-Unis	2,2	2,9	2,3
Zone euro	2,4	1,8	1,3
Japon	1,9	0,8	1,0
Royaume-Uni	1,8	1,4	1,2
Pays émergents et en développement	4,8	4,5	4,4
Chine	6,8	6,6	6,3
Inde	7,2	7,1	7,3
Afrique subsaharienne	2,9	3,0	3,5
-Nigeria	0,8	1,9	2,1
-Afrique du Sud	1,4	0,8	1,2

(p): provisoire

Source: FMI, *Perspectives économiques mondiales*, avril 2019

Pour les pays avancés, le taux de croissance projeté est de 1,8 contre 2,2% en 2018. Ce repli serait imputable en partie aux effets négatifs de la hausse des droits de douane par les Etats-Unis ainsi qu'à la baisse de la consommation et de la production industrielle dans les pays avancés de la Zone euro.

Dans les pays émergents et en développement, il est attendu un taux de croissance de 4,4 contre 4,5% en 2018. Ce ralentissement s'expliquerait par le fléchissement de l'activité en Chine (6,3 contre 6,6%), dû principalement aux conflits commerciaux persistants qui l'opposent aux Etats-Unis. Toutefois, la croissance de l'activité en Inde s'accélérerait (7,3 contre 7,1% en 2018), grâce notamment à l'amélioration de la demande intérieure soutenue par des politiques monétaire et budgétaire expansionnistes.

En Afrique subsaharienne, la croissance pourrait légèrement s'améliorer en 2019 (3,5 contre 3,0%). Les grandes économies notamment le Nigeria (2,1 contre 1,9%) et l'Afrique du Sud (1,2 contre 0,8%) resteraient marquer par de faibles taux de croissance économique. Toutefois, les pays pauvres en ressources naturelles enregistreraient une forte croissance, en moyenne, de 6,0%.

¹ FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2019

1.2. Commerce mondial

En 2019, le volume du commerce mondial pourrait ralentir (3,4 contre 3,8% en 2018), sous l'effet de la montée des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine.

Tableau 3 : Croissance du commerce mondial (en %)

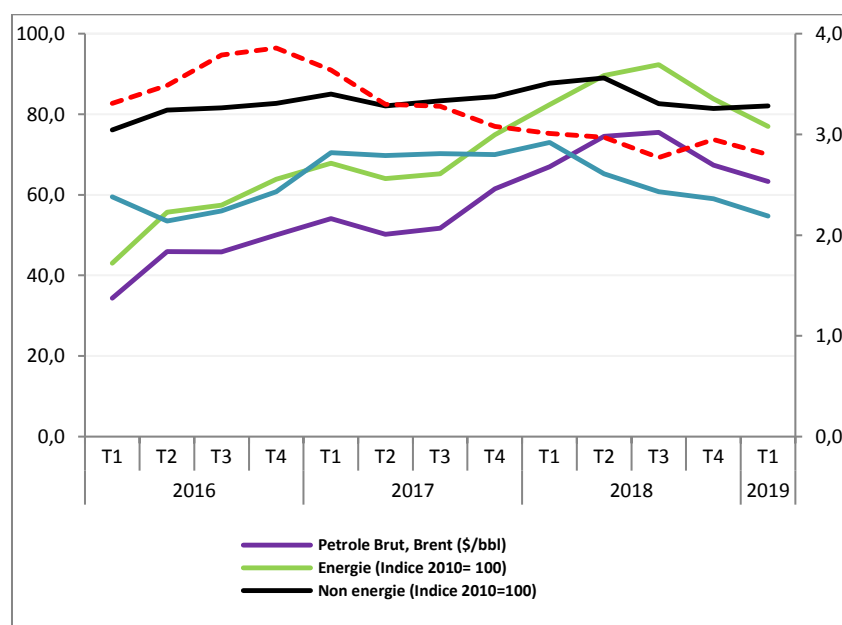
	2017	2018	2019(p)
Commerce mondial (biens et services)	5,4	3,8	3,4
Pays avancés	4,3	3,2	3,0
Pays émergents et en développement	7,5	5,6	4,6

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2019

1.3. Prix des matières premières et inflation

Par rapport au trimestre précédent, les prix des matières premières ont globalement baissé au cours du premier trimestre 2019. En effet, le cours du pétrole brut (*Brent*) s'est établi à 63,30 contre 67,40 dollars par baril (\$/bbl). Le cours du café arabica est passé de 2,95 à 2,80 \$/kg et le prix du thé aux enchères de Mombassa est passé de 2,36 à 2,19 \$/kg. L'indice de l'énergie a reculé d'un trimestre à l'autre (77,10 contre 83,80) tandis que celui des produits non énergétiques a augmenté (82,10 contre 81,40).

Graphique 1 : Prix des matières premières



Source : Banque Mondiale, *prix des matières premières*, avril 2019

Ainsi, suite à la baisse des prix du pétrole et d'autres produits énergétiques, l'inflation globale a baissé dans les principaux pays avancés et émergents d'un trimestre à l'autre.

Tableau 4: Inflation dans les principaux pays avancés et émergents (en %)

	En glissement annuel		
	T1-2018	T4-2018	T1-2019
Chine	2,2	2,2	1,8
États-Unis	2,2	2,2	1,6
Japon	1,3	0,9	0,3
Zone euro	1,3	1,9	1,4
OCDE - Total	2,2	2,7	2,2

Source: OCDE, Principaux indicateurs économiques, Mai 2019

En glissement annuel, l'inflation globale s'est stabilisée à 2,2% dans l'ensemble des pays de l'OCDE et a légèrement diminué dans les principaux pays émergents notamment en Chine (1,8 contre 2,2%). Elle a, par contre, légèrement augmenté dans la Zone euro (1,4 contre 1,3%).

1.4. Politique monétaire dans les pays développés

Au cours du premier trimestre 2019, les banques centrales de la plupart des pays avancés ont maintenu leurs politiques monétaires accommodantes en vue de stimuler la croissance dans un contexte de recul de l'inflation et des perspectives de baisse de l'activité économique.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale a maintenu la fourchette cible du taux des fonds fédéraux de 2,25 à 2,50% comme au trimestre précédent en vue de favoriser le plein emploi et la stabilité des prix.

Dans la Zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a gardé inchangés ses taux d'intérêt des opérations principales de refinancement, de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt, soit respectivement 0,00%, 0,25% et -0,40%. Elle a poursuivi le programme de rachats des actifs pour stimuler les banques commerciales à financer les entreprises.

La Banque du Japon (BoJ) n'a pas changé sa politique monétaire accommodante estimant que l'expansion économique reste modérée et que l'objectif d'inflation (2,0%) n'est pas encore atteint. La Banque du Japon continue à appliquer un taux d'intérêt négatif (-0,1%) sur les facilités de dépôts et à poursuivre son programme de rachats des obligations du Trésor.

1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA²

Selon les prévisions du FMI d'avril 2019, l'activité économique de la CEA pourrait décélérer (5,3% contre 6,3% en 2018) mais resterait supérieure à la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Cette croissance serait principalement tirée par les investissements dans les infrastructures publiques, les bonnes productions agricoles dues à l'amélioration des conditions climatiques ainsi que par l'essor du secteur des services.

Tableau 5: Croissance du PIB dans les pays de la CEA³ (en %)

	2016	2017	2018	2019 (p)
Burundi	3,2	3,6	3,8	4,1
Kenya	5,9	4,9	6,0	5,8
Ouganda	2,3	5,0	6,2	6,3
Rwanda	6,0	6,2	8,6	7,8
Tanzanie	6,9	6,8	6,6	4,0
CAE	5,4	5,6	6,3	5,3
AfSS	1,4	2,9	3,0	3,5

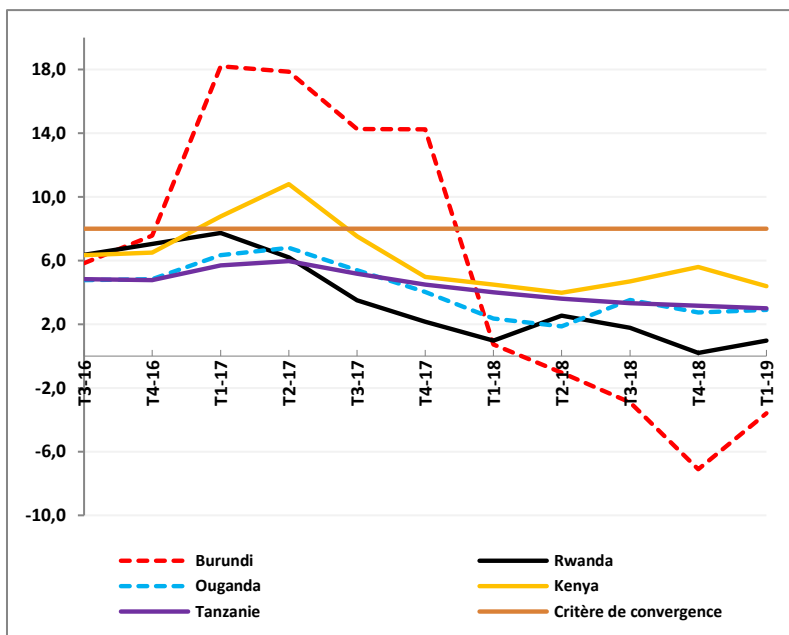
Source : FMI, Perspectives économiques régionales : AFSS, avril 2019

Au cours du premier trimestre 2019, les taux d'inflation sont restés modérés dans les pays de la CAE, suite notamment à la baisse des prix des produits alimentaires. Il a légèrement augmenté au Rwanda (1,0 contre 0,2%) et en Ouganda (2,9 contre 2,7%) tandis qu'il a légèrement diminué au Kenya (4,4 contre 5,6%) et en Tanzanie (3,0 contre 3,2%). Néanmoins, le Burundi connaît une déflation (-3,6 contre -7,1%).

² Les données du Sud Soudan ne sont pas disponibles.

³ Les données du Burundi sont tirées du Cadrage macroéconomique du Burundi, mars 2019.

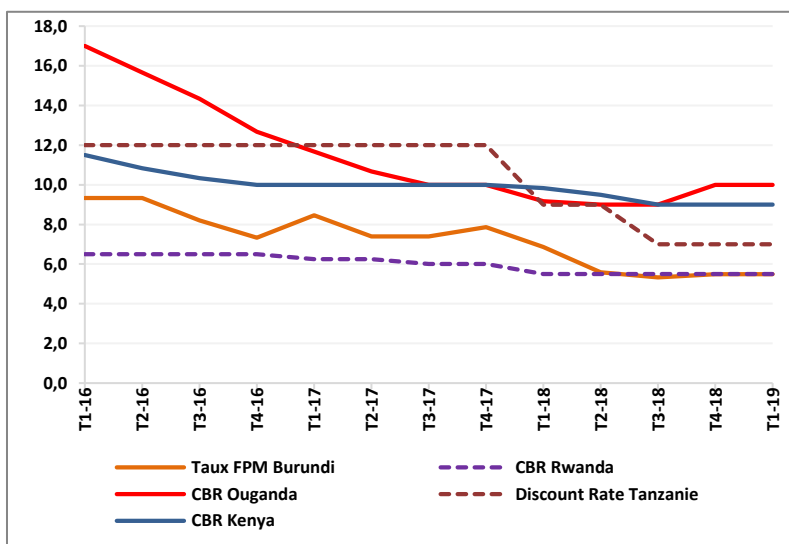
Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA (en %)



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Dans un contexte des taux d'inflation faibles, toutes les banques centrales ont maintenu leurs politiques monétaires accommodantes en vue de stimuler davantage l'activité économique.

Graphique 3 : Taux d'intérêts des banques centrales



Source: Sites des banques centrales des pays de la CEA

En effet, les taux directeurs des banques centrales du Rwanda (5,5%), de l'Ouganda (10,0%), du Kenya (9,0%) et de la Tanzanie (7,0%) sont restés inchangés comme au trimestre précédent. Au Burundi, le taux moyen de la facilité de prêt marginal s'est établi à 5,5% comme au trimestre précédent.

En glissement annuel, les monnaies des pays de la CEA ont fluctué dans les marges de 5,0% convenues dans le cadre du maintien de la stabilité du taux de change.

Tableau 6 : Taux de change de l'USD par rapport aux monnaies des pays de la CEA

	Fin de période				
	USD/TZS	USD/RWF	USD/UGX	USD/KSH	USD/BIF
mars-18	2259,80	852,68	3686,89	100,85	1775,59
Déc-18	2292,60	879,10	3713,35	101,75	1808,30
mars-19	2289,50	888,86	3715,13	100,75	1828,30
Variation Mar-19/Mar-18 (%)	1,31	4,24	0,77	-0,10	2,97
Variation Mar-19/Déc-18 (%)	-0,14	1,11	0,05	-0,98	1,11

Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

2.1. Production et prix

Au premier trimestre 2019, la production du café et celle du thé ont augmenté. En effet, la production cumulée du café vert s'est accrue de 53,8% au premier trimestre 2019, s'établissant à 24.729 contre 16.079 T à la même période de 2018, en liaison avec la bonne production de la campagne 2018/2019. De même, la production du thé sec a progressé de 7,5% au cours de la même période, passant de 3.256 à 3.499 T, en liaison avec la bonne pluviosité.

L'indice moyen de la production industrielle a baissé de 5,0% par rapport au premier trimestre de 2018, suite essentiellement au repli de la production dans les industries alimentaires notamment la production de boissons de la BRARUDI (-1,5%) et de cigarettes (-38,2%). Par rapport au trimestre précédent, l'indice a chuté de 20,4%, passant de 140,7 à 112,0, en liaison principalement avec la baisse de la production des boissons de la BRARUDI (-3,5%), des savons (-1,4%) et des casiers en plastiques (-29,3%).

La production d'électricité de la REGIDESO a augmenté de 10,8% par rapport au même trimestre de 2018, passant de 55.596 à 61.581 Mégawatts, en liaison avec la bonne pluviosité et l'augmentation de la production d'électricité des centrales thermiques en location (4,2%). De même, elle s'est accrue de 5,1% par rapport au trimestre précédent.

Le volume des marchandises transitant au port de Bujumbura s'est accru de 44,0% par rapport au même trimestre de 2018 et de 8,7% par rapport au trimestre précédent, en liaison avec l'augmentation des importations de ciment et de clinker.

L'activité a baissé à l'aéroport international de Bujumbura au premier trimestre 2019. Le nombre de passagers a régressé de 13,5% en glissement annuel et de 8,8% d'un trimestre à l'autre. Le trafic des aéronefs a chuté aussi bien en glissement annuel (-31,4%) qu'en glissement trimestriel (-3,9%).

Pour l'année 2019, le taux de croissance du PIB pourrait atteindre 4,1%, en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs primaire et secondaire. L'inflation pourrait atteindre 3,5 contre -2,6% en 2018.

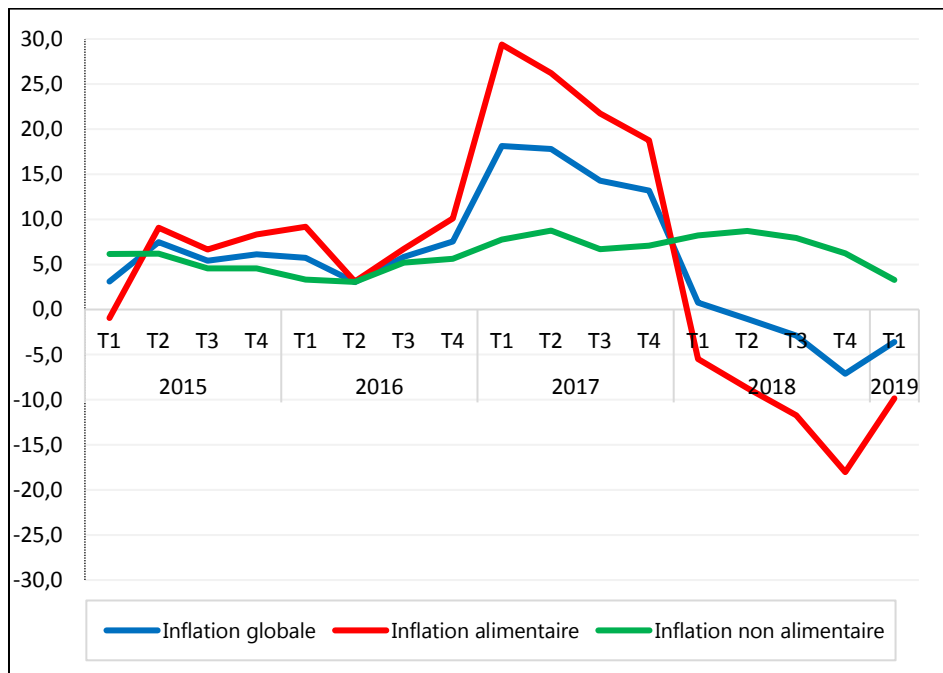
Tableau 7 : Croissance du PIB réel et inflation (en %)

	2016	2017	2018	2019 (prév.)
1. Croissance du PIB réel	3,2	3,6	3,8	4,1
Secteur primaire	1,9	-1,2	2,4	6,4
Secteur secondaire	11,2	0,3	3,4	6,9
Secteur tertiaire	-0,9	9,3	4,7	1,8
2. Inflation	5,6	16,1	-2,6	3,5

Source : Données du Cadrage macroéconomique, mars 2019

Le taux d'inflation a baissé au premier trimestre 2019, s'établissant à -3,6 contre 0,7% au trimestre correspondant de 2018. Cette baisse est expliquée par la diminution des prix des produits alimentaires (-9,9 contre -5,5%) et par la baisse de l'inflation non alimentaire (3,3 contre 8,2%).

Graphique 4 : Inflation par principales composantes (en %)



Source : Calculs de la BRB à partir des données de l'ISTEEBU

Par contre, par rapport au trimestre précédent, le rythme de la décroissance des prix a baissé (-3,6 contre -7,1%), principalement tiré par l'évolution de l'inflation alimentaire (-9,9 contre -18,0%).

2.2. Secteur extérieur

2.2.1. Balance des paiements

Au premier trimestre 2019, la balance des paiements s'est soldée par une augmentation du besoin de financement (compte courant + compte de capital), qui s'est établi à 143.675,3 contre 102.321,0 MBIF au même trimestre de 2018. Cette augmentation a résulté de l'aggravation du déficit du compte courant (200.644,2 contre 154.345,1 MBIF). En revanche, le solde excédentaire du compte de capital a légèrement augmenté (56.968,9 contre 52.024,1 MBIF).

Tableau 8: Balance des paiements (en MBIF)

	T1-2018	T1-2019
COMPTE COURANT	-154 345,1	-200 644,2
Crédit	272 996,3	273 561,2
Débit	425 806,2	474 205,4
Biens	-199 093,9	-270 607,3
Exportations FOB	108 328,1	68 789,0
Importations FOB	307 422,0	339 396,4
Services	-40 065,6	-70 490,6
Crédit	64 973,6	51 467,5
Débit	105 039,2	121 958,1
Revenus primaires	1 294,8	3 218,6
Crédit	5 088,2	6 588,9
Débit	3 793,5	3 370,2
Revenus secondaires	83 519,6	137 235,1
Crédit	93 071,2	146 715,8
Débit	9 551,5	9 480,7
COMPTE DE CAPITAL	52 024,1	56 968,9
Crédit	52 224,9	57 863,9
Débit	200,8	895,0
Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte courant et de capital	-102 321,0	-143 675,3
COMPTE FINANCIER		
Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte financier	-134 450,5	-146 243,8
Investissements directs	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
Investissements de portefeuille	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
Dérivés financiers et option sur titres	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
Autres investissements	-82 356,7	-121 820,9
Acquisition nette d'actifs financiers	53 077,8	16 474,5
Accroissement net de passifs	135 434,4	138 295,4
-dont Allocations DTS	5 255,6	1 687,0
Avoirs de réserves	-52 093,8	-24 422,9
ERREURS ET OMISSIONS	-32 129,5	-2 568,5

Source : BRB

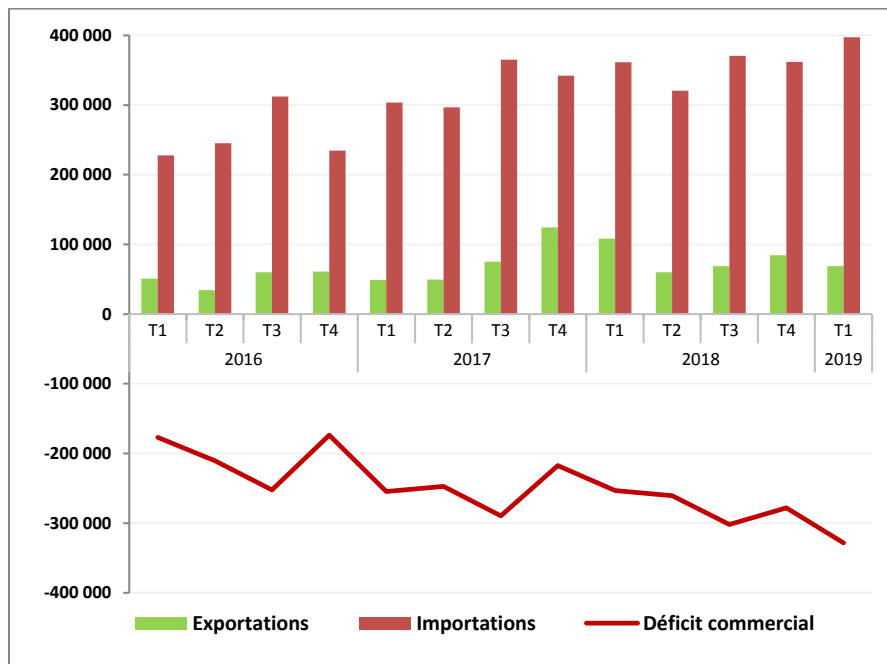
La détérioration du compte courant est imputable à la hausse des déficits des biens (+71.513,4 MBIF) et des services (+30.425,0 MBIF) qui l'ont emporté sur la hausse de l'excédent des revenus secondaires (+53.715,4 MBIF) et primaires (+1.923,9 MBIF).

Au premier trimestre 2019, le compte financier a enregistré un déficit plus important que celui du même trimestre 2018 (146.243,8 contre 134.450,5 MBIF), suite à la hausse du solde déficitaire des autres investissements (-121.820,9 contre -82.356,7 MBIF).

2.2.2. Commerce extérieur

Au premier trimestre 2019, le commerce extérieur des marchandises a été caractérisé par une aggravation du déficit de la balance commerciale (328.318,9 contre 253.092,7 MBIF), liée à la diminution des exportations (-39.539,0 MBIF) et à l'augmentation des importations (+35.687,2 MBIF).

Graphique 5 : Balance commerciale (en MBIF)

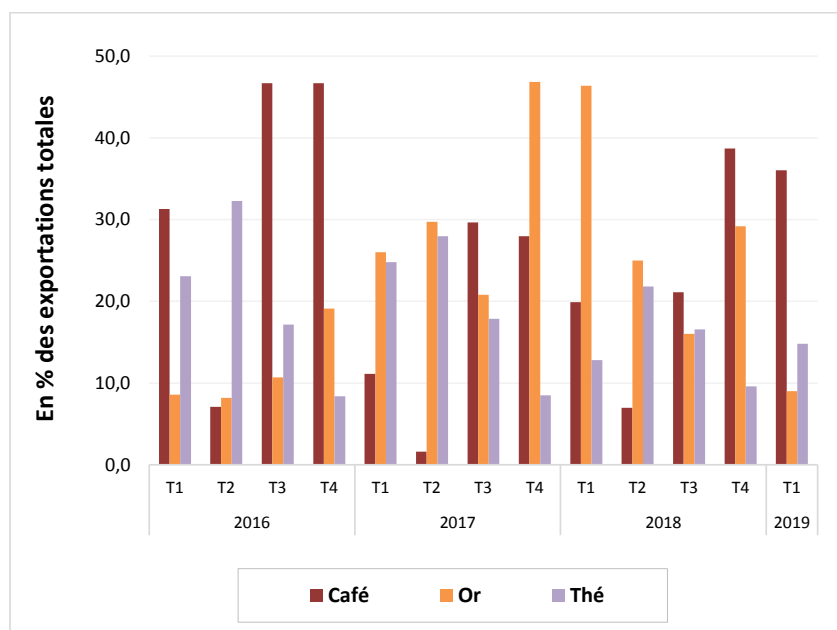


Source : BRB

Les exportations ont diminué (68.789,0 contre 108.328,1 MBIF au même trimestre de 2018), en liaison avec la baisse des exportations des produits primaires (49.967,1 contre 93.652,5 MBIF) tandis que celles des produits manufacturés ont augmenté (18.822,0 contre 14.675,5 MBIF).

La diminution des exportations des produits primaires a principalement porté sur l'or non monétaire (-44.028,2 MBIF) tandis que la hausse des produits manufacturés a concerné la catégorie « autres produits manufacturés » (+5.294,2 MBIF).

Graphique 6 : Part des principaux produits exportés (en % des exportations totales)



Source : BRB

Les importations ont augmenté de 9,9% au premier trimestre 2019, s'élevant à 397.107,9 contre 361.420,7 MBIF au même trimestre de 2018, en rapport avec la hausse des importations de biens de production (173.010,1 contre 154.322,5 MBIF) et de biens de consommation (151.796,8 contre 115.546,3 MBIF). Toutefois, les importations de biens d'équipement ont baissé (72.301,0 contre 91.551,9 MBIF).

L'augmentation des importations de biens de production a principalement porté sur le matériel de construction (+9.004,6 MBIF) et la catégorie « autres biens de production » (+7.030,4 MBIF). Celle de biens de consommation est essentiellement tirée par l'accroissement des produits pharmaceutiques (+21.386,1 MBIF) et des véhicules (+6.820,2 MBIF). La contraction des importations de biens d'équipement a principalement concerné le matériel électrique (-27.148,6 MBIF).

2.3. Finances et dette publiques

Au premier trimestre 2019, le déficit budgétaire dons inclus s'est aggravé par rapport au même trimestre de 2018 (57.199,9 contre 48.609,7 MBIF), en liaison avec l'augmentation relativement plus importante des dépenses par rapport aux recettes. Ce déficit a été principalement financé par un endettement intérieur net de 48.225,6 MBIF.

Tableau 9 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	T1-2018	T4-2018	T1-2019
A. RECETTES ET DONS	264,499.1	261,155.8	289,557.5
1. Recettes	212,518.0	210,731.2	231,759.7
Recettes courantes	212,518.0	210,731.2	231,759.7
Recettes exceptionnelles	-	-	-
2. Dons	51,981.0	50,424.6	57,797.8
courants	-	-	-
en capital	51,981.0	50,424.6	57,797.8
B. DEPENSES	313,108.8	334,749.4	346,757.4
a. Dépenses courantes	230,798.1	237,093.6	241,624.6
Salaires	102,164.1	104,509.3	109,514.5
b. Dépenses en capital	82,310.7	97,655.8	105,132.9
Sur ressources nationales	25,156.1	38,631.6	45,179.0
Sur prêts et dons extérieurs	57,154.6	59,024.2	59,953.8
SOLDE GLOBAL DONS COMPRIS (base engagement)	-48,609.7	-73,593.6	-57,199.9
C. FINANCEMENT	48,609.7	73,593.6	57,199.9
Financement extérieur net	1,763.7	7,925.2	-2,486.8
Financement intérieur net	35,254.5	90,042.5	48,225.6
D. Erreurs et omissions	11,591.5	-24,374.1	11,461.1

Source : MFBCDE

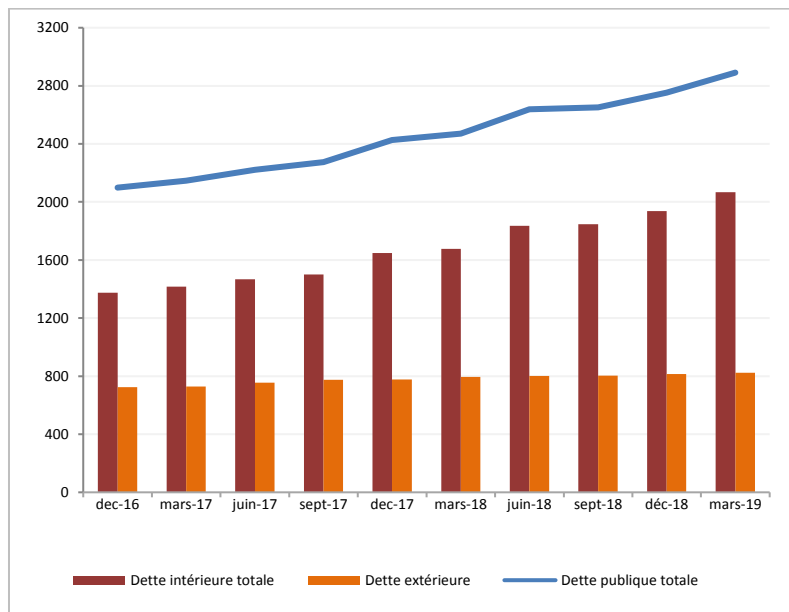
Les recettes courantes ont augmenté de 9,1% au premier trimestre 2019, passant de 212.518,0 à 231.759,7 MBIF et les dons en capital ont augmenté de 11,2%, s'établissant à 57.797,8 contre 51.981,0 MBIF à la même période de l'année précédente.

En glissement annuel, les dépenses se sont accrues de 10,7% au premier trimestre 2019, se fixant à 346.757,4 contre 313.108,8 MBIF, en rapport avec l'augmentation des dépenses en capital (+27,7%) et des dépenses courantes (+4,7%).

La dette publique totale s'est accrue de 17,0% en glissement annuel, passant de 2.471,4 à 2.890,8 Mds de BIF et de 5,0% par rapport au trimestre précédent.

La dette intérieure a augmenté de 23,3% en glissement annuel, passant de 1.676,3 à 2.066,8 Mds de BIF et de 6,7% d'un trimestre à l'autre. Composée essentiellement des titres du Trésor et des avances de la Banque Centrale, la dette intérieure représente 71,5% de la dette publique totale.

Graphique 7 : Evolution de la dette publique (en MBIF)



Source : BRB

En glissement annuel, la dette extérieure s'est accrue de 3,6%, passant de 795.087,8 à 824.023,9 MBIF. Cet accroissement est lié aux tirages (38.237,0 MBIF) et aux plus-values de réévaluation (3.876,4 MBIF) qui ont contrebalancé le remboursement du principal (13.177,5 MBIF).

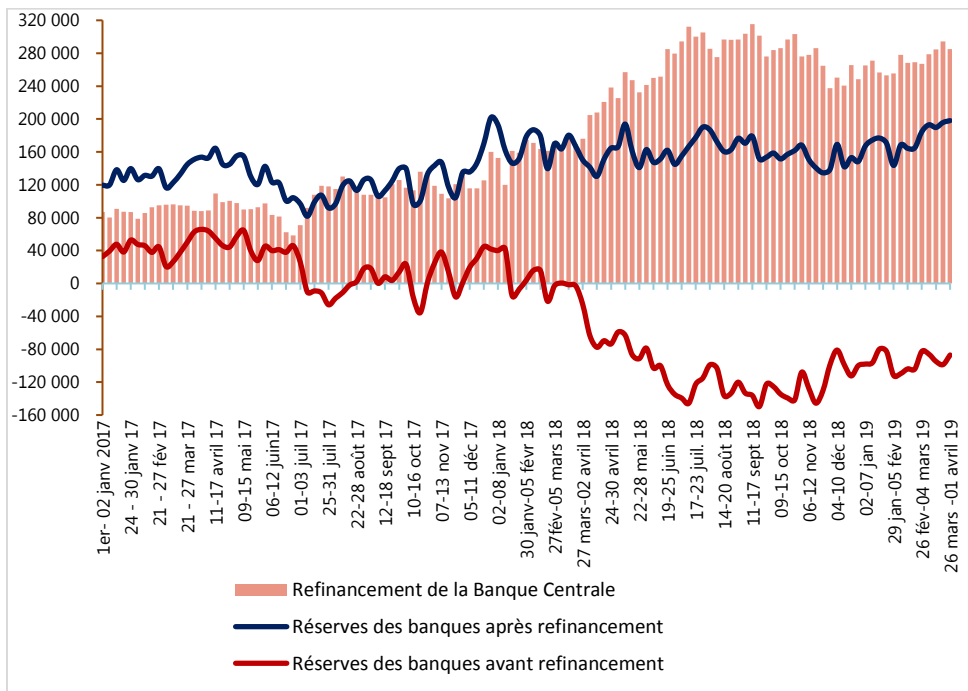
2.4. Secteur monétaire

2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts

Sans refinancement de la Banque Centrale, les réserves des banques commerciales se seraient établies, en moyenne hebdomadaire, à -95.661 MBIF au premier trimestre 2019 contre -116.224 MBIF au trimestre précédent et 5.226 MBIF au même trimestre de 2018.

En conséquence, l'encours du refinancement a atteint, en moyenne hebdomadaire, 269.240 MBIF au premier trimestre 2019, contre 267.958 MBIF au trimestre précédent. Au même trimestre de 2018, l'encours du refinancement était de 165.029 MBIF.

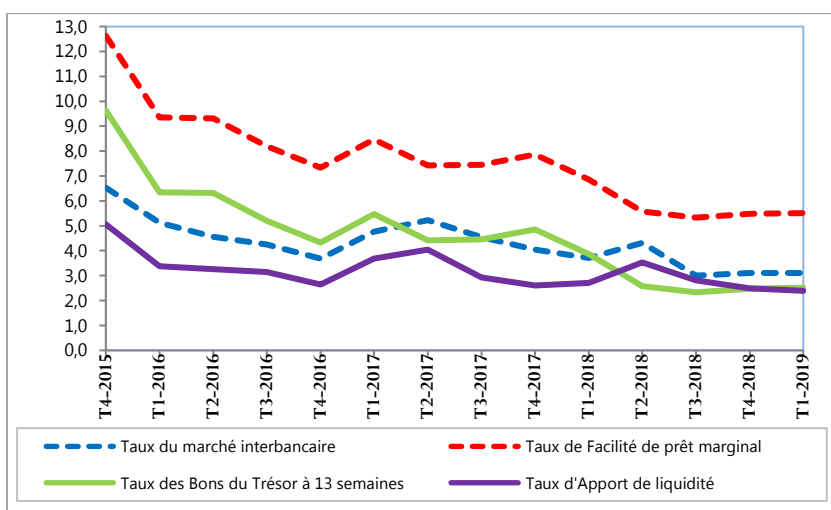
Graphique 8 : Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)



Source : BRB

Concernant les taux d'intérêt sur le marché monétaire, le taux d'intérêt moyen sur les apports de liquidité par appel d'offres a baissé au premier trimestre 2019, se fixant à 2,39 contre 2,49% en moyenne au trimestre précédent tandis que celui de la facilité de prêt marginal a légèrement augmenté (5,51 contre 5,48%), suite à la légère hausse du taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 13 semaines auquel il est indexé (2,51 contre 2,48%). Le taux d'intérêt moyen interbancaire est, quant à lui, resté stable (3,11%).

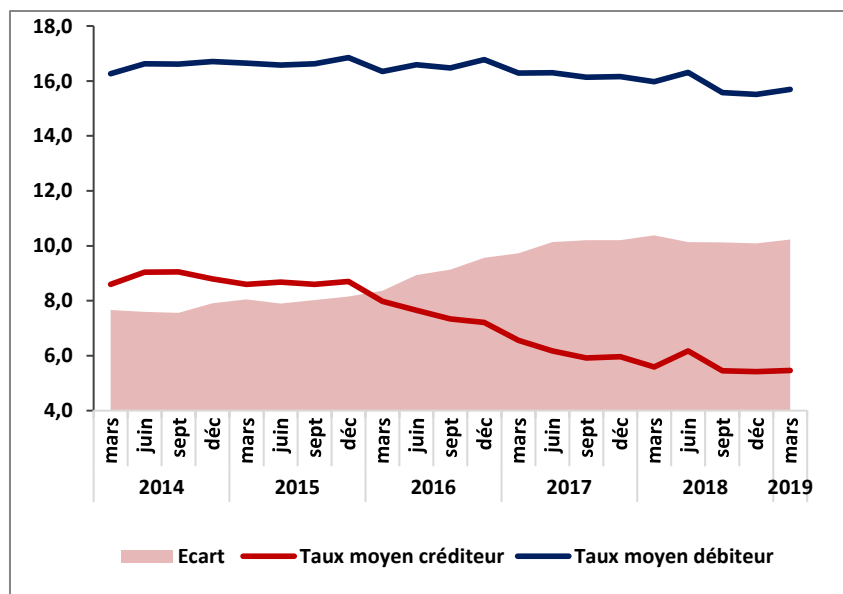
Graphique 9: Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)



Source : BRB

Par rapport au trimestre précédent, le taux d'intérêt moyen de l'encours des crédits a légèrement augmenté à fin mars 2019, s'établissant à 15,69% contre 15,51% à fin décembre 2018 alors qu'il a légèrement diminué par rapport à la même période de 2018 (15,97%). Le taux d'intérêt moyen des crédits distribués au cours du premier trimestre 2019 a baissé, s'établissant à 14,84 contre 15,80% au trimestre précédent et 17,32% à la même période de 2018.

Graphique 10 : Taux débiteurs et créditeurs moyens (en %)



Source : BRB

Le taux d'intérêt créditeur moyen s'est légèrement accru à fin mars 2019, se fixant à 5,46 contre 5,42% au trimestre précédent alors qu'il était de 5,59% à la même période de 2018. D'un trimestre à l'autre, cette augmentation a concerné les comptes à vue rémunérés (3,17 contre 2,70%) et les comptes sur livret (4,57 contre 5,54%). Par contre, les taux d'intérêts sur les dépôts à terme ont légèrement diminué (6,67 contre 6,72%).

2.4.2. Base monétaire

La base monétaire s'est accrue de 7,5% d'un trimestre à l'autre, s'établissant à 606.977,6 contre 564.828,8 MBIF à fin décembre 2018, suite à l'augmentation des avoirs intérieurs nets (+6,0%); les avoirs extérieurs nets ayant légèrement diminué (-0,9%). S'agissant de ses composantes, l'augmentation de la base monétaire a concerné les dépôts des banques et microfinances (+54.447,9 MBIF) et ceux classés dans les divers (+10.310,9 MBIF).

En revanche, les billets et pièces en circulation et les dépôts des établissements financiers ont respectivement diminué de 20.976,0 et 1.634,0 MBIF.

Tableau 10: Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	mars-18	déc-18	mars-19	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Billets et pièces en circulation	302 042,8	350 207,6	329 231,6	-6,0	9,0
Dépôts des banques et microfinances	164 348,2	170 875,7	225 323,6	31,9	37,1
Dépôts des établissements financiers	1 222,4	3 538,8	1 904,8	-46,2	55,8
Dépôts divers	51 057,8	40 206,7	50 517,6	25,6	-1,1
Base monétaire = Contreparties	518 671,2	564 828,8	606 977,6	7,5	17,0
Avoirs extérieurs nets	-180 110,0	-165 217,1	-166 782,4	-0,9	7,4
Avoirs intérieurs nets	698 781,2	730 045,9	773 760,0	6,0	10,7
-Créances nettes sur l'Etat	483 446,0	441 299,1	417 991,1	-5,3	-13,5
-Autres postes nets	215 335,2	288 746,8	355 768,9	23,2	65,2

Source : BRB

En glissement annuel, la base monétaire a augmenté de 17,0%, en liaison avec l'accroissement des avoirs intérieurs nets (+10,7%) et des avoirs extérieurs nets (+7,4%). Concernant les composantes de la base monétaire, la hausse a principalement concerné les dépôts des banques et microfinances (+37,1%) et les billets et pièces en circulation (+9,0%).

L'analyse en termes de contribution à la variation de la base monétaire révèle que l'augmentation trimestrielle a été d'origine interne (7,8 points de pourcentage). En glissement annuel, la progression de la base monétaire a été d'origine interne (14,5 points de pourcentage) et, dans une moindre mesure, d'origine externe (2,5 points de pourcentage).

Tableau 11 : Contribution à la variation de la base monétaire à fin mars 2019

	Par rapport à déc. 2018	Par rapport à mars. 2018
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	-0,3	2,5
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	7,8	14,5
dont: -Créances nettes sur l'Etat	-4,1	-12,6
-Autres postes nets	11,9	27,1
Base monétaire	7,5	17,0

Source: BRB

2.4.3. Masse monétaire et contreparties

Par rapport au trimestre précédent, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 5,1% à fin mars 2019, se fixant à 1.889,8 contre 1.797,5 Mds de BIF.

Cette augmentation a porté sur les dépôts à vue (+9,2%), les placements à terme et d'épargne (+3,3%) et les dépôts en devises des résidents (+8,0%). En revanche, la circulation fiduciaire hors banques a baissé de 6,4%.

L'augmentation trimestrielle de la masse monétaire a résulté de la hausse des avoirs intérieurs nets (+118.536,8 MBIF) qui a contrebalancé la diminution des avoirs extérieurs nets (-26.202,1 MBIF). La progression des avoirs intérieurs nets a concerné l'endettement net de l'Etat (+66.521,0 MBIF), les autres postes nets (+47.294,9 MBIF) et les créances sur l'économie (+4.720,9 MBIF).

Tableau 12 : Masse monétaire et contreparties (en MBIF)

	mars-18	déc-18	mars 2019 (p)	variation (en %)	
				trimestrielle	annuelle
M3	1 576 438,5	1 797 468,9	1 889 803,6	5,1	19,9
AEN	-169 295,5	-203 201,0	-229 403,1	-12,9	-35,5
AIN	1 745 734,0	2 000 669,9	2 119 206,7	5,9	21,4
-Crédit intérieur	2 055 107,2	2 369 485,6	2 440 727,5	3,0	18,8
Créances nettes sur l'Etat	1 146 225,4	1 337 534,0	1 404 055,0	5,0	22,5
Créances sur l'économie	908 881,8	1 031 957,6	1 036 672,5	0,5	14,1
-Autres postes nets	-309 373,2	-368 815,7	-321 520,8	12,8	-3,9

Source: BRB

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) a augmenté de 19,9%. Cette évolution a été tirée par les dépôts à vue (+26,6%), les placements à terme et d'épargne (+17,1%), les avoirs en devises des résidents (+8,2%) et la circulation fiduciaire hors banques (+10,8%). S'agissant des contreparties, la hausse a concerné les avoirs intérieurs nets (+21,4%), les avoirs extérieurs nets ayant diminué (-35,5%). L'augmentation des avoirs intérieurs nets a porté sur les créances nettes sur l'Etat (+22,5%) et les créances sur l'économie (+14,1%), les autres postes nets ayant légèrement diminué (-3,9%).

Tableau 13 : Origine de la variation de la masse monétaire à fin mars 2019

	Par rapport à décembre 2018	Par rapport à mars 2018
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	-1,5	-3,8
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	6,6	23,7
dont: -Crédit Intérieur	4,0	24,5
-Autres Postes Nets	2,6	-0,8
Masse monétaire	5,1	19,9

Source: BRB

La progression de la masse monétaire a été d'origine interne aussi bien en glissement trimestriel (6,6 points de pourcentage) qu'en glissement annuel (23,7 points de pourcentage).

2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire

Au premier trimestre 2019, les avoirs extérieurs du secteur bancaire ont diminué tant en glissement trimestriel (-9,1%) qu'en glissement annuel (-19,9%).

Tableau 14: Avoirs extérieurs (en MUSD)

	Fin de période			variation	
	mars-18	déc-18	mars-19	trimestrielle	annuelle
BRB	86,33	80,52	72,25	-10,3	-16,3
Dont: Réserves officielles	72,16	70,25	56,13	-20,1	-22,2
Banques commerciales	95,48	79,77	73,45	-7,9	-23,1
Total	181,81	160,29	145,70	-9,1	-19,9

Source : BRB

Les avoirs extérieurs de la BRB ont baissé de 10,3% par rapport au trimestre précédent et de 16,3% par rapport au même trimestre de 2018. Ceux des banques commerciales ont diminué de 7,9% d'un trimestre à l'autre et de 23,1% en glissement annuel.

Les réserves officielles se sont repliées de 20,1% par rapport au trimestre précédent, s'établissant à 56,13 contre 70,25 MUSD. En glissement annuel, elles ont baissé de 22,2% et couvraient 0,7 contre 1,0 mois d'importations de biens et services au même trimestre de 2018 alors que le niveau plancher est fixé à 4,5 mois dans les critères de convergence de la CEA.

2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

A fin mars 2019, le bilan du secteur bancaire s'est accru de 22,7% en glissement annuel, s'établissant à 2.778,2 contre 2.265,1 Mds de BIF à la même période de 2018 et de 7,5% d'un trimestre à l'autre. De même, les dépôts et le portefeuille crédits ont progressé. Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé et tous les ratios prudentiels sont restés dans les limites réglementaires.

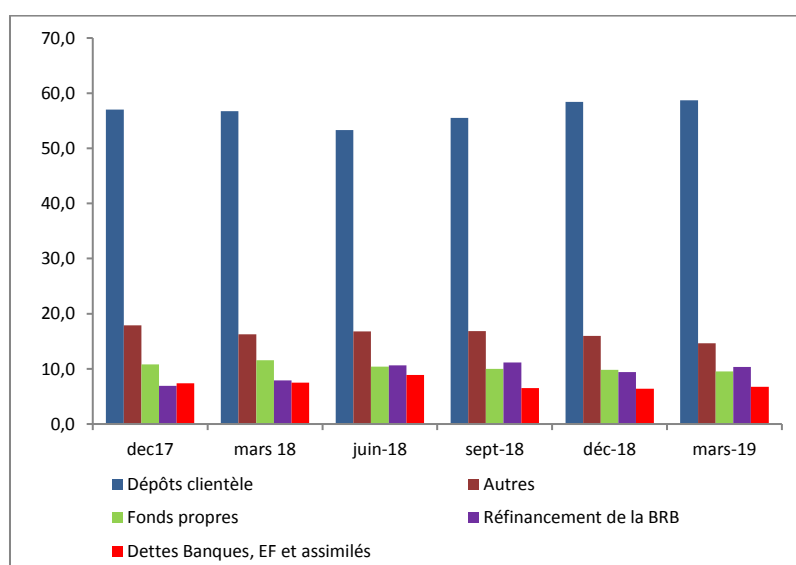
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

2.5.1.1. Principales ressources

Les dépôts, principale ressource du secteur bancaire, ont augmenté de 26,9% en glissement annuel, passant de 1.284,5 à 1.630,3 Mds de BIF à fin mars 2019. D'un trimestre à l'autre, ils ont augmenté de 7,9%.

Le refinancement des banques commerciales a également augmenté en glissement annuel (+57,5%) et trimestriel (+15,0%), s'établissant à 287.105,3 MBIF à fin mars 2019 contre 182.298,9 et 249.569,1 MBIF respectivement à fin mars et fin décembre 2018.

Graphique 11 : Répartition des ressources (en %)



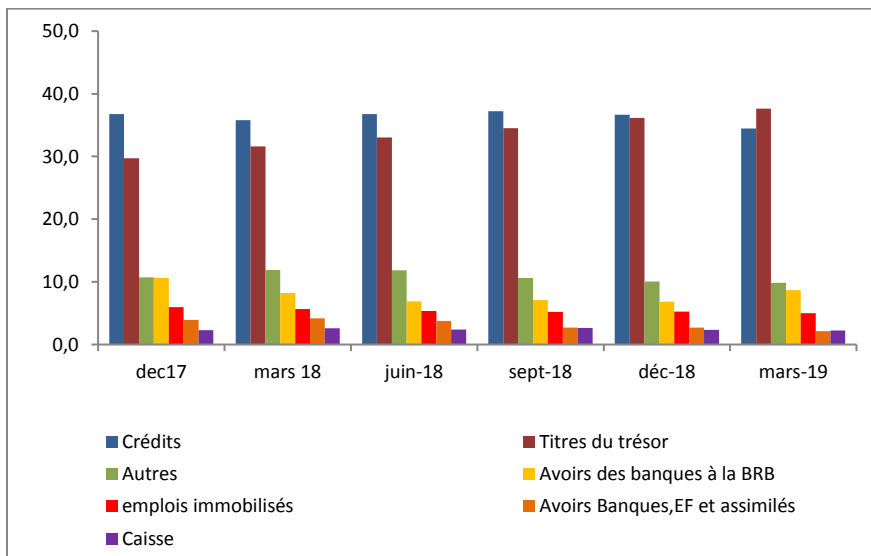
Source : BRB

2.5.1.2. Principaux emplois

Les emplois du secteur bancaire sont essentiellement constitués des crédits au secteur privé et à l'Etat qui représentent respectivement 34,5 et 37,6% du total actif à fin mars 2019.

La part du portefeuille crédit dans le total actif du secteur a légèrement diminué, passant de 35,8% à fin mars 2018 à 34,5% à fin mars 2019 et s'établissait à 36,4% à fin décembre 2018. Par contre, la part de l'encours des titres du Trésor détenus par les banques commerciales s'est accrue, s'établissant à 37,6% contre 31,6% à fin mars 2018 et 36,3% à fin décembre 2018.

Graphique 12 : Répartition des emplois du secteur bancaire (en % du total)

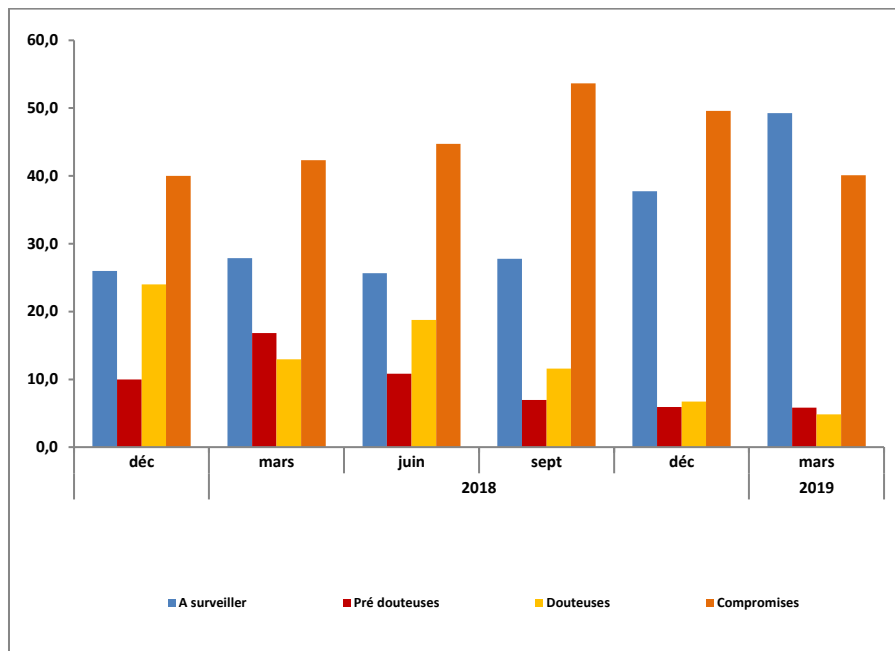


Source: BRB

2.5.2. Qualité du portefeuille crédit

La qualité du portefeuille crédit s'est améliorée à fin mars 2019. Le niveau des créances impayées a diminué de 9,1% en glissement annuel, passant de 178.278,1 à 162.056,9 MBIF à fin mars 2019. En revanche, par rapport au trimestre précédent, il s'est accru de 27,8%.

Graphique 13 : Créances impayées par classe (en %)

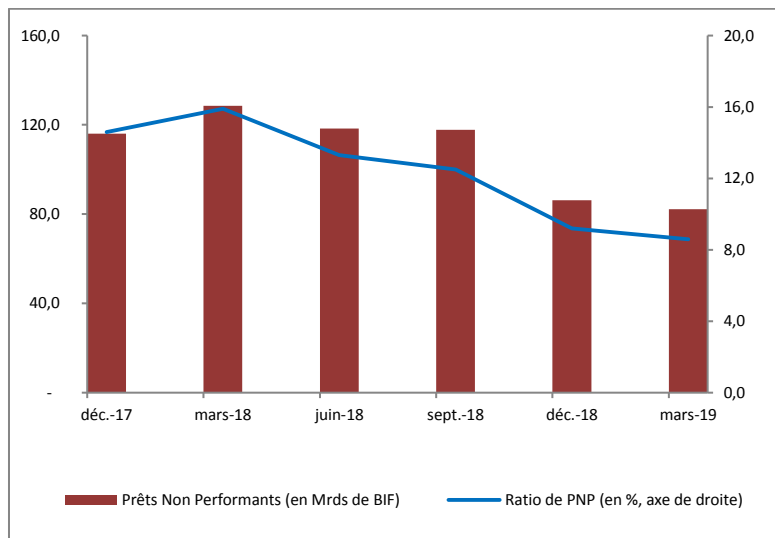


Source : BRB

La part des créances à surveiller s'est accrue, s'établissant à 49,3% à fin mars 2019 contre 27,9% à la fin mars 2018 et 33,0% à fin décembre 2018. Par contre, la part des créances compromises a baissé, se fixant à 40,1% contre 42,3 et 49,6% respectivement à fin mars et fin décembre 2018. Les parts des créances pré-douteuses et douteuses ont aussi baissé, s'établissant respectivement à 5,8% et 4,8% contre 16,8 et 13,0% à fin mars 2018.

Le ratio des prêts non performants a diminué, s'établissant à 8,6% à fin mars 2019 contre 15,9% à la même période de 2018 et 9,0% à fin décembre 2018, en liaison avec la mesure de radiation des créances compromises qui datent de deux ans dans le bilan des établissements de crédit.

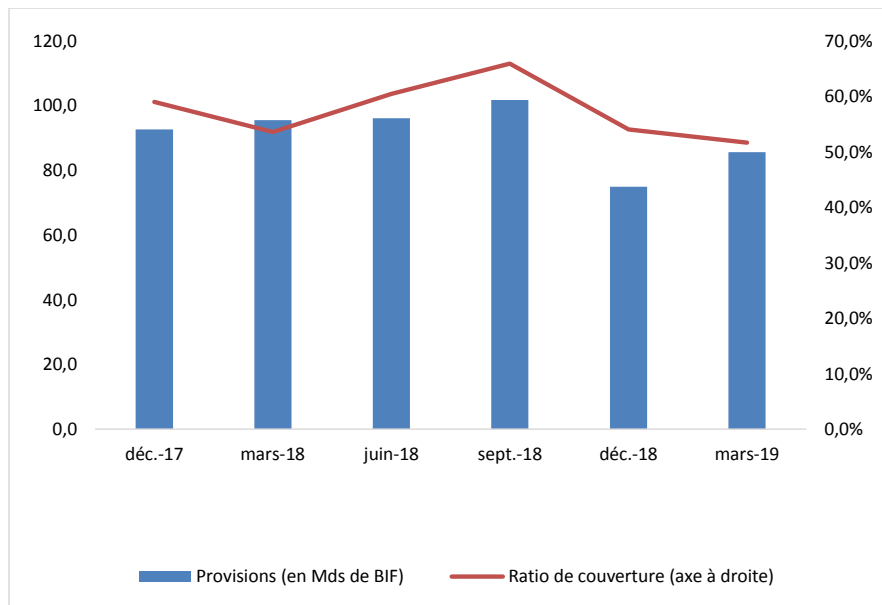
Graphique 14 : Evolution des prêts non performants



Source : BRB

Le ratio de couverture⁴ des provisions sur les créances impayées a baissé, s'établissant à 51,6% à fin mars 2019 contre 53,6% à fin mars 2018 et 54,1% à fin décembre 2018.

Graphique 15 : Evolution des provisions et taux de couverture



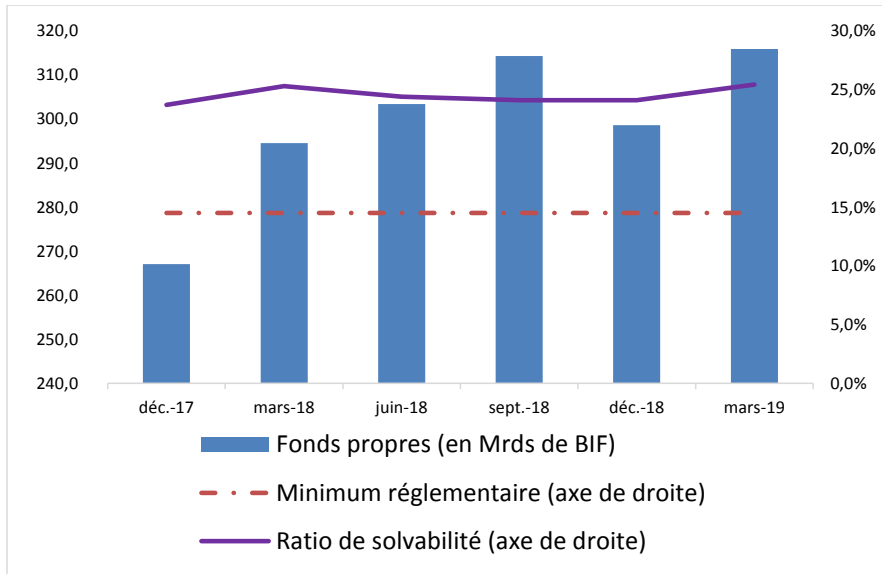
Source : BRB

⁴ Le taux de couverture est le ratio entre les provisions pour créances impayées du secteur et les créances impayées du secteur bancaire.

2.5.3. Adéquation du capital

A fin mars 2019, les fonds propres du secteur bancaire sont demeurés au-dessus du minimum réglementaire. Ils ont augmenté de 7,3% en glissement annuel et de 5,8% d'un trimestre à l'autre, s'établissant à 315.906,8 MBIF contre 294.535,5 et 298.561,0 MBIF respectivement à fin mars et fin décembre 2018.

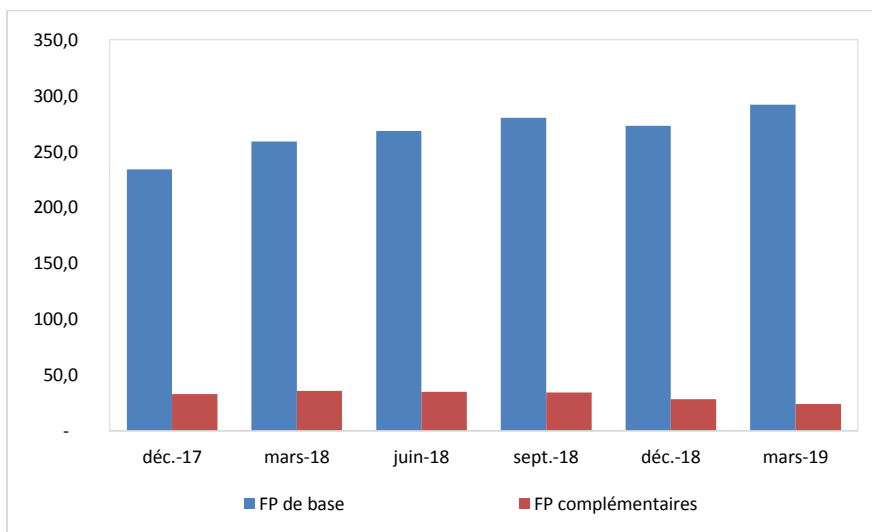
Graphique 16 : Evolution des fonds propres



Source : BRB

Le ratio de solvabilité globale s'est légèrement amélioré, s'établissant à 25,4% à fin mars 2019 contre 25,3% et 22,2% respectivement à fin mars et décembre 2018, dépassant largement le minimum réglementaire de 14,5%.

Graphique 17 : Composition des fonds propres (en Mds de BIF)



Source : BRB

Les fonds propres sont restés dominés par les fonds propres de base. Ces derniers se sont accrus de 12,7% en glissement annuel et de 6,8% d'un trimestre à l'autre, s'établissant à 291.795,4 MBIF à fin mars 2019 contre 258.896,3 et 273.109,3 MBIF respectivement à fin mars et fin décembre 2018.

2.5.4. Rentabilité du secteur bancaire

En glissement annuel, le produit net bancaire s'est accru de 16,4%, passant de 49.277,9 à 57.348,0 MBIF à fin mars 2019. De même, le résultat net des établissements de crédit a augmenté de 62,4%, passant de 16.091,1 à 26.008,6 MBIF. Le rendement moyen des actifs (ROA) s'est amélioré, s'établissant à 0,9% contre 0,7% à la même période de 2018. Le rendement moyen des fonds propres (ROE) s'est fixé à 8,2 contre 5,4% à la même période de 2018.

3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

Par rapport à la même période de l'année précédente, l'activité économique de l'ensemble des pays de l'OCDE a ralenti au premier trimestre 2019 (1,9 contre 2,6%). Ce ralentissement est principalement lié aux tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine qui ont affecté le volume du commerce mondial. L'inflation a globalement baissé dans l'ensemble des pays de l'OCDE, suite à la diminution des prix du pétrole et d'autres produits non énergétiques.

Selon les projections du FMI d'Avril 2019, l'activité économique mondiale pourrait décélérer en 2019 (3,3 contre 3,6%), en rapport avec le ralentissement du commerce mondial lié au relèvement des droits de douanes par les Etats-Unis sur les importations en provenance de la Chine.

En Afrique subsaharienne, l'activité économique pourrait s'améliorer en 2019 (3,5 contre 3,0%). Au niveau de la Communauté Est Africaine, l'activité économique pourrait décélérer mais reste supérieure à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (5,3 contre 6,3%), en rapport avec les investissements en infrastructures, la bonne production agricole et l'essor du secteur des services.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, les principales productions du secteur primaire, notamment la production agricole et celle d'exportation se sont accrues. Cette amélioration de la production agricole explique la déflation enregistrée au cours du premier trimestre 2019.

La base monétaire et la masse monétaire se sont accrues au cours du premier trimestre 2019, suite à l'accroissement des avoirs intérieurs nets. Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé, solvable et rentable.

Pour soutenir le secteur bancaire à financer l'économie, la BRB a poursuivi les mesures d'assouplissement des conditions de refinancement des banques à faible taux pour les inciter à financer davantage l'économie.

LES ANNEXES

Annexe 1: PIB par branche en Mds de BIF (au prix de 2005)

	2015	2016	2017	2018	2019
Secteur primaire	488,0	497,1	490,9	502,9	528,9
Agriculture vivrière	427,4	431,8	428,5	437,5	459,7
Agriculture d'exportation	21,3	17,6	17,5	18,3	19,8
- Café	4,9	4,2	4,6	4,7	5,1
- Thé	15,4	12,3	12,1	12,7	13,8
- Autres cultures d'exportation	1,0	1,1	0,8	0,9	1,0
Forêt	13,4	12,2	16,7	18,5	20,1
Elevage	22,5	31,6	24,6	24,8	25,4
Pêche	3,4	3,8	3,5	3,7	3,9
Secteur secondaire	290,2	322,6	323,4	334,4	354,9
Extraction	7,9	7,7	8,3	10,0	12,5
Industries	192,3	220,8	214,2	219,1	231,6
- Industries agroalimentaires	143,1	168,4	162,8	165,2	174,5
- Industries Manufacturières	49,2	52,4	51,4	53,9	57,1
. Industries textiles	3,9	9,5	3,5	3,6	3,8
. Autres industries manufacturières	45,3	42,9	47,9	50,3	53,3
Electricité, gaz et eau	7,5	7,7	9,1	10,5	11,1
Construction	82,5	86,3	91,8	94,8	99,7
Secteur tertiaire	828,9	821,4	897,9	940,4	966,9
Commerce	68,5	62,0	69,7	71,8	76,1
Transport et communication	73,4	66,7	64,7	67,7	73,1
- Transports	16,8	17,6	13,5	13,9	14,8
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	56,6	49,2	51,2	53,8	58,3
Banques et Assurances	100,0	102,8	112,4	122,5	135,7
Hébergement, Restaurant et autres services marchands	114,0	108,7	126,4	128,9	132,3
Administration publique	298,9	316,7	340,9	366,5	391,7
Education	209,1	211,7	227,2	239,3	250,8
Santé et action sociale	14,0	14,4	18,0	20,0	21,0
Activités à caractère collectif ou personnel	54,4	45,6	51,9	54,5	57,2
Services domestiques	5,4	4,6	5,7	6,0	6,3
SIFIM	-108,9	-111,8	-118,9	-136,8	-177,2
PIB aux coûts des facteurs	1 607,1	1 641,1	1 712,2	1 777,6	1 850,7
Impôts et Taxes	177,5	200,6	195,9	203,4	211,8
PIB aux prix du marché	1 784,6	1 841,7	1 908,1	1 981,0	2 062,4

Annexe 2: Inflation par principales composantes (en %)

	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
janv-17	12,9	20,4	7,4
févr-17	20,5	33,3	7,4
mars-17	21,1	34,4	8,5
avr-17	19,6	30,2	9,0
mai-17	18,9	27,8	9,0
juin-17	15,1	20,8	8,4
juil-17	13,6	18,8	7,1
août-17	13,9	22,6	5,6
sept-17	15,4	23,9	7,4
oct-17	17,6	28,1	9,0
nov-17	15,4	22,2	7,8
déc-17	10,0	9,5	8,4
janv-18	6,1	3,2	7,9
févr-18	-1,3	-8,7	8,5
mars-18	-2,6	-11,0	8,3
avr-18	-1,7	-9,6	8,5
mai-18	-1,0	-8,7	8,8
juin-18	-0,4	-7,9	8,8
juil-18	-0,8	-8,5	8,8
août-18	-2,3	-10,9	8,2
sept-18	-5,6	-15,8	6,8
oct-18	-8,4	-20,2	6,2
nov-18	-7,3	-18,7	6,6
déc-18	-5,6	-15,2	5,9
janv-19	-3,8	-10,9	4,4
févr-19	-4,1	-10,9	3,1
mars-19	-2,9	-7,8	2,3

Annexe 3 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	Recettes			Dépenses	Solde global
	Recettes int.	Dons	Totales		
janv-17	53 627,7	7 058,3	60 686,0	64 415,6	-3 729,6
févr-17	51 656,9	10 991,7	62 648,5	84 274,1	-21 625,6
mars-17	73 064,8	13 243,6	86 308,4	87 906,1	-1 597,8
avr-17	51 144,7	9 769,6	60 914,3	98 016,5	-37 102,2
mai-17	54 415,7	8 886,7	63 302,4	87 125,3	-23 822,9
juin-17	65 194,3	22 169,0	87 363,3	88 592,8	-1 229,5
juil-17	67 742,9	11 005,5	78 748,4	87 554,4	-8 806,0
août-17	72 246,7	9 317,2	81 563,9	113 343,3	-31 779,4
sept-17	69 515,0	8 503,2	78 018,2	82 670,9	-4 652,7
oct-17	60 683,3	16 279,2	76 962,5	124 142,8	-47 180,3
nov-17	65 298,0	8 264,8	73 562,8	79 101,3	-5 538,4
déc-17	69 552,5	13 024,2	82 576,7	131 400,0	-48 823,2
janv-18	62 945,1	9 475,4	72 420,5	72 255,8	164,8
févr-18	58 578,4	24 358,3	82 936,7	128 496,3	-45 559,6
mars-18	90 994,6	18 147,3	109 141,9	112 356,8	-3 215,0
avr-18	65 134,6	17 173,8	82 308,4	102 753,1	-20 444,7
mai-18	63 096,8	19 297,1	82 393,9	119 669,8	-37 275,8
juin-18	75 254,2	31 153,2	106 407,4	162 729,2	-56 321,8
juil-18	60 554,7	11 601,3	72 156,0	79 153,4	-6 997,3
août-18	75 622,2	12 063,4	87 685,6	102 781,4	-15 095,9
sept-18	73 977,3	17 554,9	91 532,2	97 407,0	-5 874,8
oct-18	70 957,3	13 169,4	84 126,7	121 865,5	-37 738,8
nov-18	61 412,2	8 713,8	70 126,0	85 930,7	-15 804,7
déc-18	78 361,6	28 541,4	106 903,0	126 953,2	-20 050,2
janv-19	66 765,7	14 412,4	81 178,1	130 266,3	-49 088,2
févr-19	67 427,7	24 367,4	91 795,2	116 847,1	-25 051,9
mars-19	96 570,9	19 018,0	115 588,9	99 644,0	15 944,9

Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

Mois	Dette intérieure			Dette extérieure	Dette Publique Totale	
	Avances de la BRB	Bons et Obligations	Autres			Total
janv-17	708 968,9	583 970,9	36 990,0	1 329 929,8	730 756,4	2 060 686,20
févr-17	720 858,9	613 931,0	38 593,5	1 373 383,4	734 769,9	2 108 153,26
mars-17	741 269,6	627 821,5	48 614,6	1 417 705,6	729 097,9	2 146 803,47
avr-17	733 398,9	643 307,1	44 744,5	1 421 450,5	718 755,2	2 140 205,66
mai-17	748 696,4	660 063,7	46 120,0	1 454 880,1	747 209,9	2 202 089,96
juin-17	748 813,6	676 889,0	41 050,0	1 466 752,6	754 428,4	2 221 180,96
juil-17	732 104,3	676 920,9	40 961,3	1 449 986,5	760 152,9	2 210 139,35
août-17	730 342,1	709 627,0	44 402,2	1 484 371,3	770 343,8	2 254 715,13
sept-17	713 443,5	742 272,1	44 013,5	1 499 729,1	774 953,0	2 274 682,03
oct-17	741 876,6	742 224,8	39 800,8	1 523 902,2	773 687,4	2 297 589,62
nov-17	747 014,0	756 804,4	32 592,9	1 536 411,3	775 221,7	2 311 632,97
déc-17	787 208,1	829 763,9	30 924,9	1 647 896,9	778 292,4	2 426 189,33
janv-18	745 506,8	846 581,2	29 868,4	1 621 956,4	787 987,1	2 409 943,47
févr-18	745 661,6	866 729,8	33 745,7	1 646 137,1	789 859,3	2 435 996,36
mars-18	737 539,1	899 110,7	39 655,5	1 676 305,3	795 087,8	2 471 393,09
avr-18	715 697,6	925 946,4	31 374,4	1 673 018,4	809 971,8	2 482 990,15
mai-18	714 813,1	953 009,4	31 843,6	1 699 666,1	800 922,3	2 500 588,40
juin-18	780 458,1	993 081,2	61 935,9	1 835 475,2	801 839,6	2 637 314,84
juil-18	739 553,0	1 003 048,5	59 864,5	1 802 466,0	803 941,0	2 606 407,05
août-18	722 760,6	1 034 907,2	61 327,5	1 818 995,3	802 130,7	2 621 125,97
sept-18	723 876,1	1 057 501,6	65 477,4	1 846 855,1	804 250,5	2 651 105,63
oct-18	750 952,9	1 074 283,1	63 695,0	1 888 931,0	804 808,3	2 693 739,31
nov-18	749 761,5	1 099 486,2	63 621,6	1 912 869,3	810 165,1	2 723 034,41
déc-18	772 108,5	1 106 829,2	58 884,2	1 937 821,9	815 659,1	2 753 481,05
janv-19	735 898,0	1 170 456,8	59 277,8	1 965 632,6	821 818,0	2 787 450,62
févr-19	754 785,4	1 203 007,7	59 539,4	2 017 332,5	821 396,1	2 838 728,64
mars-19	776 260,3	1 230 561,3	59 993,5	2 066 815,1	824 023,9	2 890 839,03

Annexe 5 : Réserves des banques commerciales

	Réserves totales des banques	Interventions de la Banque Centrale
janv-17	128 121,5	85 130,5
févr-17	128 818,8	89 580,0
mars-17	133 496,9	93 971,8
avr-17	152 138,5	97 130,4
mai-17	141 232,6	94 778,2
juin-17	118 531,9	76 500,5
juil-17	95 342	101 518
août-17	115 927	118 005
sept-17	121 733	113 145
oct-17	125 576	123 451
nov-17	129 441	117 240
déc-17	157 967	130 194
janv-18	172 260	154 539
févr-18	170 882	168 632
mars-18	167 621	171 915
avr-18	143 711	211 263
mai-18	164 888	240 642
juin-18	153 401	261 700
juil-18	170 178	296 208
août-18	171 713	290 076
sept-18	166 234	298 588
oct-18	158 420	286 969
nov-18	146 546	268 534
déc-18	150 237	248 370
janv-19	163 427	258 199
févr-19	165 114	267 534
mars-19	192 194	281 986

Annexe 6 : Taux d'intérêts du marché monétaire (en %)

	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
janv-17	3,12	7,91	2,40	4,91
févr-17	5,18	8,50	3,72	5,50
mars-17	6,00	9,01	4,92	6,01
avr-17	6,00	7,96	5,36	4,96
mai-17	5,50	7,17	3,85	4,165
juin-17	4,20	7,14	2,92	4,135
juil-17	5,14	6,98	3,34	3,98
août-17	4,32	7,45	2,70	4,45
sept-17	4,21	7,92	2,73	4,92
oct-17	-	8,19	2,52	5,19
nov-17	4,08	8,25	2,50	5,25
déc-17	4,00	7,13	2,79	4,13
janv-18	3,77	7,02	2,75	4,02
févr-18	3,64	6,98	2,54	3,98
mars-18	-	6,59	2,84	3,59
avr-18	-	6,16	3,19	3,16
mai-18	4,45	5,51	3,57	2,51
juin-18	4,17	5,07	3,82	2,07
juil-18	-	5,13	3,17	2,13
août-18	3,00	5,29	2,60	2,29
sept-18	-	5,57	2,65	2,57
oct-18	3,00	5,50	2,76	2,50
nov-18	3,00	5,48	2,29	2,48
déc-18	3,34	5,48	2,42	2,48
janv-19	3,11	5,53	2,48	2,53
févr-19	-	5,50	2,48	2,50
mars-19	-	5,50	2,41	2,50

Annexe 7 : Indicateurs d'activité du secteur bancaire (en MBIF)

	Total secteur bancaire				
	31/03/2018	31/12/2018	31/03/2019	Var trim (en %)	Var ann en %
I. EMPLOIS	2 265 051,8	2 583 609,8	2 778 167,4	7,5	22,7
PRINCIPAUX EMPLOIS	1 993 879,8	2 316 918,7	2 504 919,3	8,1	25,6
A. Actifs Liquides	1 055 013,2	1 236 527,8	1 408 518,0	13,9	33,5
Caisse	59 286,9	59 188,5	62 071,9	4,9	4,7
B.R.B.	187 058,4	165 395,0	241 497,2	46,0	29,1
Banques & Etablissements Financiers	92 522,3	73 981,7	59 542,6	-19,5	-35,6
Bons & Obligations du Trésor*	716 145,6	937 962,6	1 045 406,3	11,5	46,0
B. Crédits	810 756,2	939 700,1	957 083,0	1,8	18,0
Court terme	435 752,3	457 185,8	448 388,0	-1,9	2,9
Moyen terme	211 194,6	297 816,1	322 092,0	8,2	52,5
Long terme	163 809,3	184 698,2	186 603,1	1,0	13,9
Crédits bail	-	-	-	-	-
C. Actif Immobilisé	128 110,4	140 690,8	139 318,3	-1,0	8,7
AUTRES EMPLOIS	271 172,0	266 691,1	273 248,0	2,5	0,8
II. RESSOURCES	2 265 051,8	2 583 609,8	2 778 167,4	7,5	22,7
PRINCIPALES RESSOURCES	1 645 988,9	1 924 139,8	2 105 492,1	9,4	27,9
Clientèle	1 284 518,8	1 510 329,6	1 630 331,1	7,9	26,9
<i>dont les dix grands dépôts des banques</i>	<i>533 274,0</i>	<i>675 241,1</i>	<i>756 859,1</i>	<i>12,1</i>	<i>41,9</i>
Refinancement auprès BRB	182 298,9	249 569,1	287 105,3	15,0	57,5
Banques & Etablissements Financiers	179 171,2	164 241,1	188 055,8	14,5	5,0
CAPITAL ET RESERVES	251 128,9	254 587,0	265 198,3	4,2	5,6
AUTRES RESSOURCES	367 934,0	404 883,0	407 476,9	0,6	10,7
IV. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE					
Adéquation des fonds propres					
Fonds propres de base nets (en MBIF)	258 896,3	273 109,3	291 795,4	6,8	12,7
Fonds propres (en MBIF)	294 535,5	298 561,0	315 906,8	5,8	7,3
Risques pondérés	1 164 506,9	1 347 772,4	1 242 385,9	-7,8	6,7
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	22,2	20,3	23,5	-	-
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	25,3	22,2	25,4	-	-
Ratio de levier (norme 7%)	11,4	10,6	10,5	-	-
Qualité et concentration des crédits					
Grands risques	141 112,4	311 950,6	175 773,1	-43,7	24,6
Créances à surveiller	49 674,4	41 799,4	79 832,2	91,0	60,7
Créances Non performantes	128 603,7	85 035,7	82 224,7	-3,3	-36,1
Impayés	178 278,1	126 835,1	162 056,9	27,8	-9,1
Dépréciations	95 465,5	73 950,3	65 004,0	-12,1	-31,9
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	35,8	36,4	34,5	-	-
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (*)	31,6	36,3	37,6	-	-
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (*)	313,2	344,1	358,3	-	-
Taux des prêts non performants	15,9	9,0	8,6	-	-
Taux d'impayés	22,0	13,5	16,9	-	-
Taux de provisionnement (en %)	74,2	87,0	79,1	-	-
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	17,4	33,2	18,4	-	-
Liquidité					
Coefficient de liquidité en BIF	-	211,7	276,6	-	-
Coefficient de liquidité en devises	-	142,3	97,7	-	-
Total crédits/total dépôts (en %)	63,1	62,2	58,7	-	-
Ressources Stables/ Emplois Immobilisés (en %)	142,4	142,4	0,0	-	-
Gros dépôts/Total dépôts (en %)	41,5	44,7	46,4	-	-
Rentabilité et performance					
Résultat avant impôt	17 743,1	67 751,5	29 148,4	-57,0	64,3
Résultat net de l'exercice	16 019,1	61 551,3	26 008,6	-57,7	62,4
Produit Net Bancaire	49 277,5	211 722,2	57 348,0	-72,9	16,4
ROA	0,7	2,4	0,9	-	0,2
ROE	5,4	20,6	8,2	-	2,8
* y compris les établissements financiers					